



Monsieur Jean-Luc Lecomte
Président du groupe Front de Gauche
du Conseil Régional de Haute-
Normandie

A

Monsieur Alain Le Vern
Président du Conseil Régional
de Haute-Normandie

Rouen, le 28 juin 2013

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre courrier nous indiquant que vous mettiez un terme aux délégations des élus de notre groupe, en l'occurrence Céline Brulin et Noël Levillain, Vice-présidents du Conseil régional (santé , transports), après que notre groupe ait refusé de voter un rapport concernant le personnel administratif de notre collectivité, portant notamment sur la mise en place d'un nouveau régime indemnitaire et instituant une Prime de Fonction et de Résultats.

Nous jugeons cette mesure totalement déconnectée de la situation sociale, économique, politique. De plus, elle est infondée et donc inacceptable. Quant à votre exigence que les Vice-présidents n'assistent plus au Bureau que vous qualifiez d'« instance informelle », nous vous rappelons que le Bureau est formé du Président, des Vice-présidents et, le cas échéant, des membres de la commission permanente ayant reçu délégation (article L4133-8 du Code général des collectivités territoriales). Les Vice-présidents appartenant à notre groupe continueront donc à participer au Bureau. Vous avez annoncé au personnel de la Région, il y a plusieurs semaines maintenant, la mise en œuvre de ce nouveau régime de prime, institué par le président Sarkozy et le gouvernement de droite. Pourtant, celui-ci est si discutable que la Ministre de la Fonction Publique, elle-même, a dit vouloir le revoir en profondeur. Vous en convenez d'ailleurs, aujourd'hui, en indiquant dans votre courrier, « une réflexion est actuellement menée au plan national avec les organisations professionnelles sur ces questions ». Nous vous avons proposé d'ajourner la présentation du rapport pour prendre en compte les possibles évolutions initiées par la Ministre et pour renouer le dialogue avec les salariés et leurs organisations syndicales. Rappelons, en effet, que ce nouveau système comme la réorganisation des services régionaux ont

HOTEL DE REGION

conduit les agents de notre collectivité à suivre un mouvement de grève à l'appel d'une intersyndicale, ce qui est une première depuis le début de votre présidence.

Cela montre la profondeur du malaise, dans un contexte de politiques de réduction des dépenses publiques qui rendent de plus en plus difficiles les missions de service public. Vous y ajoutez la mise en place effective dans notre collectivité de l'acte 3 de la décentralisation alors que les lois l'instituant ne sont pas adoptées, et qu'elles suscitent de nombreux débats parmi les élus, toutes tendances confondues avec, au final, une perte de sens, un manque de visibilité sur les orientations et les ambitions de notre collectivité.

Ne trouvant pas d'espace de dialogue dans les instances prévues à cet effet, ces personnels sont allés jusqu'à exprimer, dans l'hémicycle, leurs inquiétudes et leurs revendications.

Il est, pour nous-mêmes, élus, difficile de faire entendre des questionnements, des doutes voire des désaccords, tant votre manière de présider notre collectivité régionale devient sourde et aveugle à tout avis différent du vôtre. Et ce n'est assurément pas dans les réunions de majorité et de Bureau que le débat a lieu. De nombreux collègues, bien au-delà des rangs du Front de Gauche en souffrent. Cette attitude autocratique a déjà conduit, il y a quelques mois, notre collectivité à se ridiculiser dans un remaniement qui avait conduit à l'éviction de notre collègue Noël Levillain.

Il est plus que temps de revenir à une attitude constructive, fédératrice de la majorité de notre collectivité et des Haut-Normands, à l'écoute des citoyens, de leurs inquiétudes voire de leur colère. Ils ont fait ce choix en 2010, en votant pour notre liste, du rassemblement de la gauche.

La France est durement touchée par la crise. La situation de notre région est particulièrement alarmante et le chômage y augmente plus vite que dans tout le pays. 7900 emplois privés ont été supprimés en 2012.

La désindustrialisation s'accélère avec les milliers de suppressions d'emplois chez Renault et leurs conséquences sur les sous-traitants, la liquidation de Petroplus, l'arrêt de deux tranches à la centrale thermique du Havre, les fermetures ou les menaces sur une kyrielle de TPE et PME/PMI...

C'est pourquoi nous regrettons vivement de n'avoir aucune réponse à notre courriel en date du 25 juin 2013 demandant que la délibération sur Petroplus présentée à la commission permanente du 8 juillet prochain affirme, comme ont accepté de la faire le Conseil Général de Seine-Maritime et la CREA, l'objectif prioritaire

HOTEL DE REGION

du maintien d'une activité de raffinage sur le site de Petit-Couronne.

L'asphyxie de nos services publics est malheureusement confirmée, en particulier pour nos hôpitaux.

Les grandes infrastructures prennent du retard (ligne nouvelle Paris Normandie, nouvelle gare et contournement est de Rouen, EPR).

Cette liste n'est pas exhaustive mais elle illustre les urgences qui préoccupent nos concitoyens. Ces derniers attendent de leurs élus qu'ils se mobilisent pour y répondre. Nous savons qu'une majorité de Conseillers régionaux partagent cet objectif malgré de tels événements.

C'est le sens de l'engagement de notre collègue Noël Levillain depuis 3 ans en tant que Vice-président en charge des transports dont l'expérience est nécessaire à notre territoire pour faire aboutir le projet de ligne nouvelle et doter notre Région des outils nécessaires à son développement.

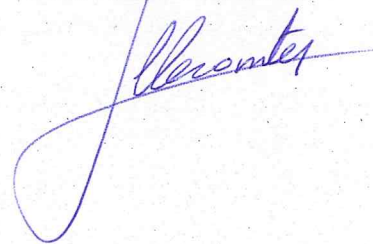
C'est avec cet objectif que Céline Brulin a noué des liens de confiance propices au dialogue et au travail en tant que Vice-présidente en charge de la Santé avec l'ensemble des acteurs (agents hospitaliers et leurs organisations syndicales, élus locaux, représentants de l'Etat, Agence Régionale de Santé).

Depuis un an, de scrutin en scrutin, la droite et l'extrême-droite gagnent un inquiétant terrain. Trop souvent, aucune force de gauche n'est en situation de se maintenir au second tour conduisant toutes celles et ceux qui continuent de souhaiter le changement dans une impasse.

Cela en dit long sur la déception de notre peuple. Cela en dit long sur la nécessité d'un changement de cap politique, à même de remobiliser le peuple de gauche, à même de redonner espoir dans les valeurs de la gauche. Cela en dit long, aussi, sur la nécessité, pour les forces de gauche, de créer les conditions d'un rassemblement populaire, y compris lorsqu'il est parsemé d'obstacles.

Nous continuerons, pour notre part, à suivre ce chemin, fidèles aux engagements pris devant les Haut-Normands en 2010.

Jean-Luc Lecomte



HOTEL DE REGION